

Les subsides

Je vais donner un bref aperçu de l'évolution du secteur pétrolier, en partant du début. Nos difficultés ont commencé en 1973. A l'époque, nous avions un gouvernement minoritaire soutenu par le NPD qui a décidé, à titre temporaire jusqu'au 1^{er} janvier 1974, de bloquer le prix du pétrole. Il ne l'a pas fait pour la morue, le zinc, les automobiles ou le bois d'oeuvre, mais le gouvernement libéral minoritaire de l'époque l'a fait pour le pétrole avec l'appui et la bénédiction du NPD.

● (1700)

Étant dans le secteur pétrolier, j'en ai constaté les résultats. Depuis que cette mesure temporaire a été instaurée en 1973, jusqu'à ce que le gouvernement progressiste conservateur l'abolisse en 1985, nous avons perdu 56 milliards. Les sociétés pétrolières n'auraient pas été les seules à bénéficier de cet argent. En Alberta, 80 p. 100 des droits miniers appartiennent à la province. Cette dernière touche un pourcentage sur chaque baril de pétrole extrait sur laquelle elle possède des droits miniers. Entre 1973 et 1975, la coalition néo-démocrate-libérale a volé 56 milliards aux Albertains.

En tant que petit producteur de pétrole, j'ai eu l'impression de ne plus être un citoyen à part entière. Je devais vendre mon pétrole pour la moitié du prix qu'en obtenaient les autres. Le pétrole qui arrivait sur le marché de Montréal était produit pour le compte d'un dictateur d'Afrique du Nord qui, lui, en obtenait le plein prix. Son argent lui a servi à envahir le Tchad. Il a envoyé des commandos de terroristes un peu partout en Europe comme on en a amplement la preuve. Mais les producteurs de pétrole comme moi n'avaient droit qu'à la moitié du prix qu'il obtenait. C'est absolument incroyable.

Nous avons eu ensuite la politique énergétique nationale. En ce triste jour du 28 octobre 1980, le gouvernement a encore fait baisser les prix. Si nous devons toucher 20 \$, il nous en donnait 10 \$. Il a instauré un tas de nouvelles taxes. Il y a eu la taxe sur les recettes pétrolières et gazières, la redevance d'indemnisation pétrolière, la taxe sur le gaz naturel, les liquides extraits du gaz naturel ainsi que l'impôt sur les revenus pétroliers supplémentaires. Cela a donné lieu à toute une nomenclature, toute une bureaucratie et toute une paperasserie. Aucune autre ressource naturelle n'a été autant taxée que celle-ci. Ils ont essentiellement choisi une partie du Canada et lui ont appliqué un traitement différent parce qu'elle exploitait cette ressource. Ils se sont acharnés sur nous. La TRPG à elle seule est venue chercher 10,5 milliards de dollars, et ce n'était qu'une des taxes.

Ces génies ont affirmé que le cours du pétrole allait continuer d'augmenter encore et toujours. En 1980, ils prévoient que le cours du pétrole atteindrait 63,20 \$ aujourd'hui. Or il se chiffre à 24,87 \$. Il s'établit à moins de 40 p. 100 de ce qu'ils croyaient qu'il serait. C'est inadmissible. Un an plus tard, ils affirmaient qu'il atteindrait 77,50 \$ aujourd'hui, alors qu'il est inférieur à 25 \$.

Il n'y avait aucune flexibilité dans le système. Ils s'attendaient qu'il se produise quelque chose qui ne s'est pas produit. Au lieu de cela, comme l'a dit mon honorable ami le député de Crowfoot (M. Malone), les installations de forage sont parties, entraînant la perte d'emplois et de possibilités de développement. En 1984, l'Alberta et le Canada tout entier ont répudié ces socialistes et mis le parti progressiste conservateur au pouvoir, et nous avons commencé le nettoyage.

Après moins de six mois au pouvoir, nous avons conclu l'Accord de l'Ouest qui supprimait la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires, la redevance d'indemnisation des hydrocarbures et la taxe sur le gaz naturel et les liquides de gaz naturel. Le gouvernement a organisé la suppression graduelle de l'infâme TRPG. Il a également permis de vendre le pétrole au prix du marché, ce qui était du nouveau. A l'automne de 1985, un peu plus d'un an après avoir pris le pouvoir, nous avons commencé à déréglementer les marchés du gaz naturel et sommes toujours en voie de le faire. La politique énergétique nationale nous a appris que le gouvernement n'est pas assez malin pour prédire l'avenir. Voilà un exemple parfait de ce que ces gens-là ont fait en 1980.

Comme l'a fait remarquer mon honorable ami le député de Cape Breton—The Sydneys, en janvier 1986, les cours se sont effondrés. En février, le prix avait baissé à environ 25 \$, et le 18 avril, il était tombé à moins de 16 \$. Il est passé de 40 \$ à 16 \$. Le député a dit que nous n'avons rien fait. En fait, nous nous sommes attaqués au problème en augmentant le crédit d'impôt. Comme vous le savez, monsieur le Président, le crédit d'impôt veut dire que les producteurs n'avaient pas à payer les premiers 250 000 \$ d'impôt. Le gouvernement a augmenté le montant de ce crédit à deux millions de dollars. Ce sont les petites entreprises qui en ont le plus bénéficié. Nous avons ramené le nombre d'entreprises devant payer cet impôt à 45. Le député affirme que nous restons les bras croisés mais nous avons accompli tout cela en trois mois. En moins de neuf mois, soit au premier octobre, nous avons aboli cet impôt, ce qui a permis à l'industrie pétrolière d'augmenter ses liquidités de centaines de millions de dollars. Nous avons su cerner les problèmes.

Nous avons aussi modifié rétroactivement l'impôt sur les revenus pétroliers applicable aux redevances, ce qui a aidé les plus petites et les plus dynamiques des nouvelles entreprises canadiennes. Six millions de dollars sont retournés dans leurs coffres et elles en ont été très heureuses et très reconnaissantes.

Où cela nous mène-t-il? Je me reporte maintenant à *Oil Week* qui est l'une des publications faisant autorité dans les milieux pétroliers de l'Ouest. Je recommande aux socialistes d'y jeter un coup d'oeil de temps à autre. Ils pourraient peut-être y apprendre quelque chose. J'ai le numéro de *Oil Week* du 11 mai dernier. On peut y lire:

L'analyste John Lloyd-Price, de la maison de courtage Gordon Capital Corporation, a fait une projection étonnamment optimiste de l'accroissement des activités d'exploration pour les trois derniers mois de 1987.

Lloyd-Price affirme (...) que le nombre de derricks en service pourrait atteindre 200 au cours du troisième trimestre et 450 au cours du quatrième.

Plus loin, on peut lire:

(...) si 450 (derricks) étaient mis en service, cela signifierait probablement que l'industrie fonctionne à pleine capacité.

● (1710)

Nous avons également élaboré un programme de stimulants pour l'exploration et la mise en valeur qui est entré en vigueur le 1^{er} avril de cette année. Cette mesure viendra en aide aux plus petites entreprises, ce qui n'était pas le cas des subventions en vertu du Programme d'encouragement du secteur pétrolier faisant partie du Programme énergétique national de l'opposition, car elles favorisaient plutôt les grosses entreprises comme Dome. Ce Programme de stimulants du secteur pétrolier a